



HAL
open science

La délicate valorisation des collections

Antoine Souron, Alebachew Belay Birru, Jean-Renaud Boisserie, Jessie
Cauliez, Anne- Lise Goujon, Clément Ménard

► To cite this version:

Antoine Souron, Alebachew Belay Birru, Jean-Renaud Boisserie, Jessie Cauliez, Anne- Lise Goujon, et al.. La délicate valorisation des collections. Jean-Renaud Boisserie; Sandrine Prat; Christel Tiberi. Le grand Rift africain, à la confluence des temps, Le Cherche Midi; CNRS, pp.162-167, 2024, 978-2-7491-7814-1. hal-04843227

HAL Id: hal-04843227

<https://cnrs.hal.science/hal-04843227v1>

Submitted on 21 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La délicate valorisation des collections

Antoine Souron¹, Alebachew Belay Birru², Jean-Renaud Boisserie^{3,4}, Jessie Cauliez⁵, Anne-Lise Goujon^{3,6}, Clément Ménard⁷

¹ de la Préhistoire à l'actuel : culture, environnement et anthropologie (PACEA), Université de Bordeaux, Bordeaux, France

² Debre Berhan University Department of History and Heritage Management Debre Berhan, Éthiopie

³ Centre français des études éthiopiennes (CFEE), CNRS & Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Addis-Abeba, Éthiopie

⁴ Laboratoire Paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM), CNRS & Université de Poitiers, Poitiers, France

⁵ Laboratoire Travaux et recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés (TRACES), CNRS & Université Toulouse II Jean Jaurès, Toulouse, France

⁶ Technologie et ethnologie des mondes préhistoriques (Temps), Université Paris Nanterre, Nanterre, France

⁷ Centre européen de recherches préhistoriques de Tautavel (CERP), Tautavel, France

=====

Constituées par et pour la recherche, les collections du Rift sont également des objets patrimoniaux et de vulgarisation, et un enjeu majeur pour de nombreux acteurs aux intérêts divergents.

La perpétuation des patrimoines archéologiques et paléontologiques (ou « patrimoines morts ») se fait largement à travers les collections préservées dans les musées, les universités, les laboratoires et les centres de conservation du patrimoine. Si, dans bien des cas, ces collections ont été constituées par des scientifiques pour permettre leur étude, leur gestion et leur valorisation, tout comme la diffusion des connaissances qui en sont issues, sont cruciales pour les différents acteurs internationaux de la recherche et de la coopération. Les exemples qui suivent, non exhaustifs, sont issus d'expériences de scientifiques mobilisés sur divers projets – et parfois à leur origine – en Éthiopie et à Djibouti. Ils illustrent la diversité, la complexité et l'importance des enjeux associés à ce type de patrimoine.

Des collections qui s'exportent

Les collections archéologiques et paléontologiques ont pour particularité d'être généralement issues d'un contexte connu et documenté (fouilles et prospections menées par des scientifiques) et correspondent à autant d'unités spatiotemporelles que d'opérations de recherche (elles ont été collectées à un moment et en un lieu donnés). Elles sont constituées d'objets (os, pierres taillées, poteries, etc.) qui ne font réellement sens que considérés ensemble et dans leur contexte. Ces objets sont tous uniques et informatifs, donc irremplaçables, même si nous plaçons avec vanité les fossiles humains au sommet de la pyramide du prestige. Ces collections n'intéressent heureusement que peu le marché de l'art et sont le plus souvent conservées par des musées. Elles sont encombrantes : des fossiles peuvent peser plusieurs centaines de kilogrammes et les déchets de taille d'outils en pierre se comptent souvent par centaines de milliers ou par millions (nous parlons parfois même d'indénombrables).

La localisation des collections archéologiques et paléontologiques issues du Rift résulte bien sûr de l'histoire géopolitique complexe et diverse de cette partie du monde. Si des institutions prestigieuses existent à Nairobi (Kenya) ou à Addis-Abeba (Éthiopie) depuis les années 1930-1950, ce n'est pas le cas dans tous les pays de la région. En l'absence de lieu de dépôt, certaines collections ont été emportées, avec ou sans autorisation, et déposées dans des musées ou des laboratoires de recherche en Europe et ailleurs, dès la fin du XIX^e siècle et jusque très récemment.

La question de la restitution des biens culturels aux pays du continent africain est ainsi aujourd'hui une véritable problématique. Pour la France, on estime aujourd'hui que la moitié des objets d'art africain présents dans l'Hexagone ont été acquis pendant la période coloniale. Une prise de conscience collective semble émerger depuis peu, dont le président de la République française, Emmanuel Macron, s'est emparé dans un discours prononcé à l'université de Ouagadougou, le 28 novembre 2017. Il y a exprimé la volonté de rendre possible les conditions de restitution de ce patrimoine saisi durant la colonisation de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

Vers la décolonisation du patrimoine

Parmi les pays colonisés par la France dans la région du Rift se trouve la République de Djibouti. Les premières missions scientifiques menées dans le domaine de l'archéologie ont ainsi été françaises, bien qu'elles n'aient débuté qu'après l'indépendance du pays en juin 1977. À cette époque, le gouvernement djiboutien a systématiquement autorisé les exportations temporaires des vestiges de fouilles vers la France, pour permettre leur étude dans de bonnes conditions. Et en 2022, à la demande du gouvernement, l'intégralité des biens culturels déposés en France depuis 1977, à savoir plus de 20 mètres cubes de vestiges paléontologiques, archéologiques et ethnographiques, a été rapatriée dans son pays d'origine.

Pour ce faire, il a été nécessaire d'identifier tous les lieux où avaient été déposées les collections patrimoniales djiboutiennes (universités, musées, laboratoires, dépôts archéologiques, particuliers...) en France et d'en conduire le récolement* et l'inventaire complets, durant près de cinq années. À Djibouti, pour que le retour des collections soit possible, il a fallu créer les conditions d'accueil optimales, c'est-à-dire des salles de conservation permettant leur dépôt et leur étude tout en respectant les normes internationales de la conservation, mais aussi former des gestionnaires de collections et élaborer des protocoles de versement (définissant notamment le rôle des intervenants, les modalités d'un dépôt et les normes de conservation à respecter) permettant d'intégrer de nouveaux objets. C'est ainsi, en suivant une action conjointe entre les scientifiques français et djiboutiens, que le premier Centre de conservation et d'études (CCE) a vu le jour à Djibouti, en 2022. Il rassemble aujourd'hui des centaines de milliers de vestiges émanant de près de 150 sites archéologiques ou paléontologiques, préservés dans des salles équipées pour l'analyse et la conservation. De ce type d'action, à la fois politiquement sensible et particulièrement énergivore (cf. Chapitre 1), découle nécessairement une série de développements positifs. D'abord, le pays dispose désormais d'un fonds muséographique pour alimenter le futur Musée national de Djibouti, dont la création est prévue prochainement. Ensuite, étudiants et chercheurs djiboutiens peuvent conduire leurs recherches in situ, engageant la formation universitaire dans le domaine de l'archéologie à se structurer davantage. Enfin, le CEE a vocation à attirer des chercheurs du monde entier pour analyser les collections et les sites, et ne peut être que le levier de nouvelles dynamiques scientifiques (création d'équipes, pôle de spécialisation...).

Un dialogue difficile entre acteurs locaux et internationaux

Une fois sur place, dans la pratique, les choses sont toutefois souvent complexes. Au sein des institutions depositaires dans le Rift, le traitement des collections (stabilisation, dégagement, inventaire, organisation), leur étude (déterminations, prise de mesures et d'images, comparaisons, analyses destructives) et la publication des résultats, tout comme leur valorisation, mobilisent un continuum d'acteurs multiples et relèvent d'enjeux importants.

Si ces institutions disposent de leur propre personnel de conservation, qui régule les accès aux collections, une grande part de la gestion technique et scientifique est souvent effectuée par les équipes de recherche travaillant sur les sites dont elles sont issues. Il en résulte un traitement différencié des collections, selon que les programmes d'étude leur accordent plus ou moins de soin, de moyens et de temps.

En Éthiopie, par exemple, la barrière du langage est également un sujet de tensions récurrentes qui semble influencer à la fois la gestion des archives associées aux collections paléontologiques et archéologiques et la diffusion des connaissances académiques auprès de publics variés. Les archives et une grande partie des publications anciennes sont écrites dans des langues que la grande majorité des employés locaux ne maîtrisent pas (notamment en français et en italien). Pour les scientifiques présents sur place, cela traduit l'état d'esprit colonialiste de ces anciennes équipes.

Les conséquences sont multiples : perte d'informations scientifiques et contextuelles lors de la conservation (notamment lors des déménagements de collections) ou difficulté d'accès des étudiants et des scientifiques éthiopiens aux anciennes publications, ce qui tend à creuser le fossé entre les représentants de la recherche du pays et ceux venus de l'étranger en termes de maîtrise de la littérature scientifique. Il semble donc nécessaire de multiplier les efforts pour permettre la traduction en anglais et/ou dans les langues locales des archives et des publications anciennes pour mieux disséminer toute cette information aux scientifiques et indirectement aussi au grand public.

La gestion de ces collections doit ainsi s'inscrire dans des partenariats bilatéraux de longue durée. L'autorité éthiopienne en charge du patrimoine s'est dotée, en 2010, à Addis-Abeba, d'infrastructures exceptionnelles pour la conservation de son très riche patrimoine archéologique et paléontologique. Définis en amont par des architectes qui n'ont pas échangé avec les scientifiques, les bâtiments ont été livrés nus. Plusieurs acteurs scientifiques étrangers ont alors sollicité des financements auprès de leurs gouvernements ou de fondations privées afin d'équiper ces espaces. La France et son personnel scientifique font partie des entités qui ont significativement contribué à cet effort collectif.

Dans la continuité d'actions antérieures (notamment le rapatriement et la réorganisation des collections de l'Omo, entre 1992 et 2003), seule la France a également affecté des moyens humains pour assurer le transfert et l'organisation des collections dans les nouveaux locaux, entre 2006 et 2011. Cette démarche a en outre permis de conforter une place privilégiée dans les discussions sur les choix organisationnels effectués alors. Si de grandes réserves et des salles d'études permettent désormais de conserver la majeure partie des collections en un lieu unique et de les étudier dans de bonnes conditions, celles-ci font l'objet d'un débat constant au sein de l'institution éthiopienne qui les abrite : doivent-elles être considérées comme un outil essentiel de préservation et de valorisation scientifique du patrimoine, ou plutôt comme une source potentielle de revenus directs (via le paiement de droits d'étude plus ou moins exorbitants) ou indirects (via leur potentiel touristique) ? Tous s'accordent en tout cas pour y voir un vecteur de communication et de diffusion des connaissances.

Pour une juste diffusion des connaissances

Le Musée national d'Éthiopie apparaît comme un haut lieu culturel de la capitale. En raison de l'attraction convenue qu'un musée exerce, il est fréquenté par différents publics et devient alors un objet hautement symbolique, où est donné à voir ce que l'État veut montrer de lui, et la nation d'elle-même.

Le « comment » montrer les collections est aussi important que le « quoi » montrer, et constitue même tout un ensemble de techniques nommé « muséographie ». Tout comme l'institution et la science, la muséographie a largement évolué et répond à des critères, des normes, des modes, des paradigmes et résulte de choix. La coopération sur les expositions du Musée national reflète cette évolution. Lors du renouvellement de l'exposition d'archéologie historique en 2020, l'époxy a remplacé la moquette, une kyrielle de spots leds ont remplacé la lumière naturelle, les vitrines se sont « modernisées », les cartels « complexifiés » et des panneaux de texte et d'images cherchent à replacer les objets dans un contexte historique et scientifique accessible à tous. La nouvelle exposition a également mis

en avant l'époque médiévale de l'Éthiopie, permettant de mieux comprendre les relations d'interdépendances socio-économiques entre le royaume chrétien, les sultanats musulmans et les puissances prémonothéistes, marquant en cela un changement de paradigme majeur, puisque jusqu'alors, pour la partie historique, quasiment seule la période antique du nord des hauts-plateaux était exposée. Cette nouvelle approche s'appuie sur les données les plus récentes des recherches archéologiques et s'intéresse également à la transformation des représentations culturelles du pays.

Plusieurs fois dépoussiérées et complétées, les collections sont ainsi présentées et représentées selon des codes obsolètes issus des sociétés occidentales et que peu maîtrisent, qu'il s'agisse des professionnels ou des usagers. Mais peu importe, car si la muséographie, de par sa complexité et la quantité d'informations qu'elle génère, ne se laisse pas facilement appréhender, l'effet est là, et chacun peut s'en saisir à sa manière. Aussi, la beauté des objets rendue publique, que ceux-ci soient fossiles ou céramiques, reste l'essentiel, et tous peuvent y goûter, quand bien même les collections ne reflètent qu'une infime partie des réalités du passé. Les recherches scientifiques, trop sporadiques, essaient pourtant, patiemment et passionnément, de le reconstituer à partir de données lacunaires. À cela s'ajoute le besoin d'esthétique, qui s'impose dans la sélection des objets présentés et appose comme un nouveau filtre sur la restitution du monde. Avoir l'opportunité de travailler au renouvellement d'une exposition au Musée national d'Addis-Abeba implique la convergence des intérêts de plusieurs acteurs. Les professionnels éthiopiens du Musée, conscients des nouvelles attentes des publics, manquent de ressources humaines et financières, alors que certains de leurs homologues étrangers en détiennent, bénéficiant de l'ancrage historique de la recherche et de la possibilité de lever des fonds dans leurs pays. En parallèle, les acteurs politiques cherchent à servir leurs intérêts en matière d'influences économiques et morales, tout en tentant de se montrer soucieux des attentes sociales. C'est ainsi que le patrimoine éthiopien devient un outil diplomatique, souvent au service d'une relation bilatérale.

Une fois les fonds levés grâce à un engagement de toutes les parties, le chantier commence, les responsabilités sont distribuées. Les professionnels étrangers, sur qui repose la mise en œuvre, doivent alors gagner la confiance des autres acteurs : 1) pour mobiliser la force de travail de leurs collègues étrangers et éthiopiens, considérant que tous sont souvent très occupés et préfèrent avoir le seul ou ultime droit de validation plutôt qu'une contribution quotidienne, surtout si aucune contribution financière n'est prévue ; 2) pour résister à la pression des acteurs politiques, par ailleurs incapables de sécuriser un budget prenant en compte les coûts de l'inflation. Les responsables du projet doivent naviguer entre tous. Ils doivent en outre s'entourer d'une équipe d'artisans : menuisiers, peintres, électriciens, graphistes, traducteurs, imprimeurs, sur laquelle il est bon de pouvoir compter jusqu'au bout. Depuis l'accord initial jusqu'à l'inauguration, en passant par la conception scientifique, muséographique et la mise en œuvre de celle-ci, les enjeux politiques, financiers et égotiques créent de multiples frictions entre les groupes d'acteurs et au sein de ceux-ci, frictions qui s'évanouissent dès l'inauguration si tous sont contents, voire fiers, du résultat.

L'inauguration représente le paroxysme de ce processus de mise en vue et de coopération, ce qui implique malheureusement que le travail invisible qui précède, telle la gestion des collections, et qui suit, tels l'entretien de l'exposition ou la mise en place de stratégies de médiation, est souvent négligé, sous-doté et mal connu du public. Cette série de constats s'applique mot pour mot à deux autres expériences de rénovation, concernant la galerie de préhistoire et de paléontologie, en 2000 et en 2014.

Au-delà des galeries muséales, bien que de nombreuses actions aient été menées depuis des années (expositions, ateliers, conférences tout public), il reste encore de multiples pistes à développer concernant la diffusion vers le grand public. Au Musée national d'Éthiopie, certaines actions ciblent des publics francophones ou anglophones, laissant de côté une grande partie du public local. Une réflexion semble nécessaire, en collaboration avec les enseignants et les scientifiques locaux, afin d'adapter les médias et les langages et ainsi

améliorer l'efficacité de la diffusion des connaissances auprès de publics les plus variés possibles.

Il n'existe par exemple que peu de manuels scolaires de bon niveau accessibles pour une audience générale. On pourrait mentionner deux livres, *Il était une fois Lucy*, publié en 2022 par Maurice Taieb, Doris Barboni et Cécile Gambini, et destiné à des écoliers francophones à partir de 8 ans, ou encore *The Origins of Humanity in Africa*, publié en 2021 par Emma Mbua. De telles références auraient vraisemblablement un impact plus important si elles étaient traduites dans les langues locales. De même, si les livres de Donald Johanson et Jon Kalb sur leurs expéditions dans la région afar sont accessibles à un public mondial car écrits en anglais, ce n'est pas le cas de livres équivalents, écrits en français, par Raymonde Bonnefille, Yves Coppens et Maurice Taieb. Cela entraîne un déséquilibre en termes de transmission des connaissances entre les sources anglophones et celles écrites dans d'autres langues. Rechercher des financements dédiés à la traduction de ces ressources dans les langues locales semble donc crucial dans les années à venir.